

Compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG

Cet article est le dixième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

Principe 9. Les archivistes ont accès à toutes les archives non communicables et peuvent les soumettre au traitement archivistique nécessaire.

Les archivistes ont accès aux archives non communicables confiées à leur garde afin de les analyser, de les conserver, de les classer et de les décrire de telle sorte que leur existence et les raisons de leur non-communicabilité soient connues. Ce travail archivistique permet d'éviter que les archives ne soient délibérément ou pas détruites ou oubliées, et contribue à assurer leur intégrité. La conservation et la description des archives non communicables encouragent le public à faire confiance à l'institution d'archives et à la profession d'archiviste, car il permet aux archivistes d'aider le public à repérer l'existence de documents non communicables, à connaître leur nature, et à savoir quand et selon quelles modalités ils seront disponibles. Si les archives non communicables ont été classifiées conformément à la sécurité nationale ou sont soumises à d'autres clauses de non-communicabilité exigeant des autorisations spéciales, les archivistes se conforment aux procédures d'autorisation établies pour obtenir la consultation.

Les archives de l'Organisation des Nations Unies détiennent les documents des commissions de vérité au Salvador et au Guatemala. Selon les clauses des dépôts, les archives sont fermées à la consultation publique. Toutefois, l'ONU interprète cela comme une interdiction de tout type de travail dans les dossiers: conservation, classement et description. Par conséquent, les dossiers, qui comprennent des documents électroniques et audiovisuels fragiles, se détériorent.

Dans de trop nombreux pays, les archives nationales sont en principe responsables des documents du gouvernement, mais n'obtiennent pas d'accès - même à des fins de conservation - pour inspecter les conditions de stockage ou même connaître le volume et l'état de certaines archives incluant celles des chefs d'Etat actuels et passés. Ce sont des situations impossibles. On doit faire confiance aux archivistes pour s'assurer que les dossiers sont conservés et décrits, qu'ils soient ouverts ou non à la consultation publique.

Nouvelles de l'ICA. Le programme préliminaire du Congrès annuel du Conseil international des Archives est maintenant disponible. Il se tiendra les 23 et 24 novembre 2013 à Bruxelles, en Belgique. Le programme comprend deux sessions sur les archives et les droits de l'Homme le 23

novembre, ainsi qu'une réunion publique du groupe de travail sur les droits humains. Voir: <http://icarchives.webbler.co.uk/14359/annual-conference-news/annual-conference-2013-preliminary-programme-is-now-available.html>

Nouvelles internationales.

Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme/Congo. Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) en République démocratique du Congo (RDC) a publié un rapport sur les violations des droits humains, en particulier des cas de violence sexuelle, qui ont eu lieu entre le 15 novembre et le 2 décembre 2012 à l'est de la RDC. Les enquêteurs ont "mené plus de 350 entretiens avec des victimes et des témoins directs et indirects sur les violations des droits de l'homme" et ont également rencontré des représentants d'organisations de la société civile et les autorités administratives et militaires locales. Le rapport conclut que les combattants des deux groupes armés, les FARDC et M23, "sont responsables de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire". Parce que le BCNUDH est une fusion du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies des droits de l'homme en RDC et de la Division des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en RDC, il n'est pas clair où les archives de cette importante enquête seront conservés. Le rapport se trouve sur :

http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/UNJHROMay2013_en.pdf

Nouvelles générales.

"L'ensemble de données EDRM Enron est une collection standard industrielle de données e-mail que la profession juridique a utilisée pendant de nombreuses années pour la formation et les tests de découverte électronique ", dérivée de l'enquête du gouvernement américain dans l'entreprise d'énergie Enron aujourd'hui disparue, explique un article publié par *The Lawyer*. Aujourd'hui, deux entreprises, EDRM et Nuix, ont élaboré et publié une technique permettant d'identifier les données personnelles dans les courriels et l'ont appliquée à l'ensemble des données publiques d'Enron. Ils ont identifié "plus de 10'000 articles" contenant des questions de confidentialité, incluant les numéros de cartes de crédit, de sécurité sociale et d'autres numéros d'identité nationale, dates de naissance, et même 532 courriels "contenant des renseignements de nature hautement personnelle comme les questions médicales ou juridiques". L'ensemble de données publiques EDRM Enron a été maintenant dépouillé des éléments touchant à la vie privée. <http://www.thelawyer.com/news-and-analysis/the-lawyer-management/nuix-and-edrm-republish-cleansed-enron-data-set/3005146.article>

The New York Times a publié un article de fond sur les demandes croissantes que reçoivent les "grands musées du monde" pour le retour "des restes humains provenant de colonies ou de peuples conquis". Il signale que les associations de musées allemands ont récemment publié une série de 70 pages de directives éthiques sur la manipulation de ces vestiges, dont une recommandation pour "que les institutions étudient systématiquement la provenance". Cela démontre l'importance qu'ont les archives muséales dans cette problématique des droits de l'homme.

<http://wap.nytimes.com/2013/05/25/arts/design/museums-move-to-return-human-remains-to-indigenous-peoples.html>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Al-Qaïda / Afrique du Nord. *L'Associated Press* a publié un article spécial sur une lettre datant du 3 octobre 2012, qu'un responsable de presse a trouvée "à l'intérieur d'un bâtiment anciennement occupé" par les combattants d'Al-Qaïda à Tombouctou, au Mali. La lettre, adressée à Moktar Belmoktar, l'accuse d'avoir "échoué à envoyer ses comptes de dépense" et "n'a pas effectué une seule opération spectaculaire". Par la suite, Belmoktar "a réalisé deux opérations meurtrières qui ont tué 101 personnes en tout: une des plus grandes prises d'otages de l'histoire dans une usine à gaz BP en Algérie en janvier, et les attentats simultanés dans une base militaire et une mine d'uranium française au Niger en mai". La lettre et les pièces justificatives montrent l'importance des documents pour les opérations d'Al-Qaïda. L'article de l'AP, avec des liens vers la lettre en arabe et en anglais, se trouve sur : <http://bigstory.ap.org/article/ap-exclusive-rise-al-qaida-saharan-terrorist>

Argentine / Iran. Comme indiqué dans les Nouvelles HRWG 2013-01 et 2013-02, l'Argentine et l'Iran ont convenu de créer une commission mixte pour échanger des informations sur les bombardements du Centre communautaire juif de Buenos Aires de 1994. Actuellement, Ali Fallahian, un homme qui est recherché par Interpol dans le cadre de ce bombardement, est un des candidats annoncés pour la présidence de l'Iran. <http://iranpulse.al-monitor.com/index.php/2013/05/1971/candidate-wanted-by-interpol-registers-for-iran-elections/>

Asie centrale. *Radio Free Europe / Radio Liberty* a publié une entrevue faite avec un chercheur, originaire du Tadjikistan au Centre de recherche en santé mondiale de l'Asie centrale de l'Université Columbia ; il dit qu' "un manque aigu de données" entrave la lutte contre le SIDA en Asie centrale. <http://www.rferl.org/content/hiv-central-asia-msm-/24977075.html>

République Dominicaine / États-Unis. Les archives nouvellement déclassifiées du Département d'Etat américain "fournissent un contexte" à la disparition forcée du journaliste et professeur d'université Narciso Gonzalez de la République dominicaine le 26 mai 1994, selon l'organisation non gouvernementale *National Security Archive*, qui a obtenu les documents en vertu de la loi du Freedom of Information Act. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB429/>

France / Israël / Palestine. *France 2* a diffusé un reportage le 30 septembre 2000 sur la mort d'un enfant palestinien, Mohammed al-Dura, montré dans une vidéo quand il s'accroupissait près de son père, en essayant d'éviter les tirs de soldats israéliens. Israël a récemment diffusé un rapport contestant les « revendications et les accusations centrales » du reportage de *France 2* il y a 13 ans. Le père d'Al-Dura a dénoncé le rapport israélien. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/05/muhammad-durrah-israel-palestine-intifada.html> Le rapport se trouve sur http://www.desinfos.com/IMG/pdf/The_France_2_Al-Durrah_Report_.pdf [Consequences and Implications-1905-2.pdf](http://www.desinfos.com/IMG/pdf/The_France_2_Al-Durrah_Report_.pdf)

Allemagne / Suisse / Royaume-Uni / États-Unis. *Der Spiegel* a rapporté que les archives de la Stasi montrent que les sociétés pharmaceutiques de l'Allemagne de l'Ouest et d'autres pays occidentaux ont testé de nouveaux médicaments en République démocratique allemande après avoir payé des millions au gouvernement « pour des essais cliniques extensifs, dans lequel au moins 50'000 citoyens est-allemands ont servi de sujets, souvent sans le savoir ». Le ministère de l'Intérieur allemand a ouvert une enquête sur les essais cliniques, et le ministre de la Santé « vise à préserver

d'autres documents de la destruction dans les endroits où les essais ont été réalisés ». *Der Spiegel* affirme que « les compagnies pharmaceutiques ne commencent que timidement à passer au peigne fin les archives » pour les dossiers relatifs aux essais, mais « au moins quelques-uns d'entre eux, comme Roche et Boehringer Ingelheim, ont commencé le processus ».

<http://www.spiegel.de/international/germany/patient-drug-trials-western-firms-bribed-east-german-doctors-a-901206.html>

Israël / Palestine. La terre est une source de conflit entre les Israéliens et la Palestine, et les registres de propriété (ou l'absence de registres) sont une question centrale. Deux récents articles parus dans *Al-Monitor* fournissent des aperçus du problème. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/05/settlements-land-ownership-palestine-israel.html>; http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/05/palestine-israel-conflict-land.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=7244

Israël / Palestine / Royaume-Uni. Suite à un événement qui est encore d'actualité, la Fondation Al-Aqsa Endowment and Heritage a indiqué que lors de travaux d'entretien réguliers dans un cimetière de Jaffa, en Israël, les travailleurs ont trouvé six sites de charniers datant apparemment du soulèvement palestinien de 1936 ou de la guerre de 1948. Les histoires orales recueillies sur les événements de Jaffa de 1948 contiennent des rapports de sépultures dans des fosses communes. <http://mondoweiss.net/2013/05/graves-palestinians-discovered.html>

Kenya / Royaume-Uni. Le Royaume-Uni est "en train de négocier les paiements à des milliers de Kenyans qui ont été arrêtés et sévèrement maltraités durant l'insurrection Mau Mau des années 1950 ; ce serait la première fois qu'une compensation sous forme de rémunération résultant de crimes officiels commis sous le régime impérial serait octroyée", a rapporté *The Guardian*. Cela pourrait déclencher d'autres réclamations de la part d'anciens sujets coloniaux de pays tels que Chypre, qui "pourrait se traduire par des témoignages et l'émergence de preuves documentaires qui remettraient en cause la vision longtemps gardée de la manière dont la Grande-Bretagne s'est retirée de son empire". L'article rapporte que les archives du Comité international de la Croix-Rouge ont des preuves de torture dans les prisons britanniques à Chypre en 1950. Pour des informations sur le rôle joué par les archives coloniales nouvellement diffusées, voir les Nouvelles HRWG 2012-07. <http://www.guardian.co.uk/world/2013/may/05/mau-mau-victims-kenya-settlement>

Mexique / États-Unis. Le *New York Times* a publié un article sur les tentatives des autorités de l'Arizona d'identifier les immigrants illégaux qui sont morts au passage de la frontière américano-mexicaine. Le bureau du Pima County Medical Examiner dispose d'un fichier "avec des codes couleur" pour chacun des quelque 2'100 morts non identifiés dans le comté depuis 2001. En outre, le bureau dispose d'une base de données cartographique des décès dans le désert du comté de Sonora comprenant des "listes de coordonnées sur l'endroit où ils ont été trouvés et, si l'information est connue, leur sexe, leur âge et la cause de la mort". L'identification est entravée parce que « peu d'immigrants issus des communautés rurales pauvres peuvent être retracés par des documents dentaires » et les « cartes d'identité, trouvées dans les poches et les sacs à dos, ne sont pas fiables parce que beaucoup étaient des faux achetés par les gens d'Amérique centrale pour échapper aux autorités du Mexique ».

http://www.staradvertiser.com/news/20130521_Death_rate_rises_for_migrants_who_take_riskier_paths_to_US.html?id=208253531

Nouvelles nationales.

Bosnie. *BIRN* a relaté deux événements sur les monuments commémoratifs. Un mémorial a été inauguré au camp de la prison Luka pendant la guerre dans le district de Brko ; les organisateurs ont promis d'ajouter "dans les prochains mois" 500 nouvelles photos à l'exposition, représentant les citoyens de Brko assassinés. L'organisme Cinema for Peace Foundation a fait don de plus de 500 entrevues vidéo avec des victimes de la guerre au Centre commémoratif de Srebrenica-Potocari. Le cinéma a enregistré "un total de 1'307 témoignages de survivants de Srebrenica et a pour objectif de filmer 10'000 histoires d'ici 2015".

http://www.balkaninsight.com/en/article/memorial-room-opened-in-brcko?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=3082cbc92e-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-3082cbc92e-311109073; http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnia-project-gathers-500-srebrenica-survivors-testimonies?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=7a3b6b8e14-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-7a3b6b8e14-311109073

Brésil. Un rapport produit par le ministère public en 1967 sur l'abus des peuples autochtones par des agents du Service de protection des Indiens (SPI), et supposé détruit par un incendie au Ministère de l'agriculture, a été retrouvé dans les archives du Musée de l'Indien à Rio. Il a été remis à la Commission de Vérité, rapporte *The Guardian*.

<http://www.guardian.co.uk/world/2013/may/29/brazil-figueiredo-genocide-report>

La chaîne de télévision *Globo* du Brésil a diffusé une vidéo de la police datant d'une année concernant une chasse à l'hélicoptère de la police poursuivant un trafiquant de drogue à Rio, localisant sa voiture et la pulvérisant de balles alors qu'il se trouvait dans un quartier résidentiel. Le trafiquant a été retrouvé mort le lendemain. Le procureur déclare qu'il rouvre l'enquête sur le décès, basé sur la vidéo. http://www.huffingtonpost.com/2013/05/07/brazil-helicopter-shooting-video-marco-pereira_n_3230448.html

Canada. La Commissaire à la protection de la vie privée a révélé dans une interview à *Postmedia News* que seulement 13% de tous les cas de violations de données ont été rapportés à son bureau au cours des dix dernières années. Elle a suggéré que les ministères "n'appliquent pas toujours les règles d'information à fournir et mettent la sécurité des Canadiens en danger."

<http://www.montrealgazette.com/technology/Reported+data+losses+public+information+time+high/8290396/story.html>

Les controverses autour de la Commission de Vérité et de Réconciliation se poursuivent ; le vérificateur général du Canada vient de publier un rapport disant qu'il est "préoccupé par le manque de coopération, les retards et l'imminence des dates limites liés à la création d'un fonds d'archives historiques des pensionnats indiens, comme il était initialement prévu". Le vérificateur a aussi déclaré à la Commission qu'elle « a besoin de mettre en place un plan solide pour conserver

correctement la documentation » qu'elle crée et reçoit, a rapporté *Maclean's*.

<http://www2.macleans.ca/2013/04/30/ag-takes-aim-at-residential-schools-diabetes-prevention/>

Et un ancien élève des pensionnats a défié le ministre des Affaires autochtones « d'examiner les documents d'archives pour prouver que le gouvernement du Canada a délibérément détruit les archives des pensionnats », a rapporté *APTN National News*. Pour des informations sur la controverse des archives détruites, voir les Nouvelles HRWG 2013-04.

<http://aptn.ca/pages/news/2013/05/15/residential-school-survivor-challenges-valcourt-to-review-archival-document-destruction-record/>

République centrafricaine. "Les membres de la coalition rebelle Seleka, qui a renversé le président François Bozizé de la République centrafricaine le 24 mars 2013, ont commis de graves violations contre les civils, incluant des pillages, des exécutions sommaires, des viols et des tortures", a rapporté *Human Rights Watch*, sur la base des entretiens avec "environ" 70 témoins, des victimes, des défenseurs locaux des droits humains, des journalistes, des autorités des gouvernements précédents et actuel, et d'autres sources. HRW affirme qu'il "estime que les déclarations des témoins établissent que les rebelles prenaient, au niveau local, les ordres de leurs commandants immédiats". Si le gouvernement crée la Commission nationale d'enquête qu'il a annoncée en avril, les entrevues de HRW fourniront des informations de base essentielles pour elle.

<https://www.hrw.org/news/2013/05/10/central-african-republic-rampant-abuses-after-coup>

Colombie. Le gouvernement de la Colombie et le groupe d'insurgés FARC ont annoncé un accord commun sur «la réforme rurale globale», une question au cœur de la longue guerre civile en Colombie. L'accord prévoit "un ensemble de mesures qui incluent les titres de propriété, l'amélioration de l'accès aux terres, la création d'un mécanisme pour résoudre les conflits sur l'utilisation des terres". Une fois de plus, les registres fonciers fiables sont essentiels pour le maintien de la paix. <http://www.crisisgroupblogs.org/crimeandpolitics/2013/05/28/three-reasons-why-colombias-land-reform-deal-is-significant/>

Croatie. Illustration de l'importance des archives de journalistes dans les procès pour crimes de guerre, un journaliste, qui a interviewé un membre d'une unité dont le chef, Tomislav Mercap, est en jugement, affirme que l'homme interviewé "a signé personnellement chaque page de l'interview pour l'approuver". Dans l'interview l'homme avoue "que Mercap était au courant de plus de 280 meurtres perpétrés par son unité", a rapporté *BIRN*.

http://www.balkaninsight.com/en/article/journalists-testify-at-mercep-trial?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=7a3b6b8e14-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-7a3b6b8e14-311109073

Egypte. Le nouveau procès de l'ancien président égyptien Hosni Moubarak, ses deux fils, et l'ex-ministre de l'Intérieur a été reporté "pour permettre à la Cour de réviser quelque 55'000 pages de documentation" liées à cette affaire, a rapporté *Ahram Online*.

<http://english.ahram.org.eg/News/71164.aspx>

Géorgie. Les vidéos ont été à l'origine de beaucoup de nouvelles en Géorgie en mai. Deux prêtres ont été arrêtés pour avoir attaqué les participants à un rassemblement des droits des homosexuels à

Tbilissi, après qu'une vidéo de leurs actions a été postée sur Facebook, a rapporté *EurasiaNet.org*. *Democracy and Freedom Watch* a rapporté que le ministre de l'Intérieur a déclaré que les "archives sales" des images de surveillance secrète obtenues par le gouvernement précédent seront détruites "lorsque l'enquête sera terminée pour chaque cas particulier" (voir les Nouvelles HRWG 2013-04 pour le contexte). Le ministère a également déclaré qu'un ancien ministre adjoint a admis illégalement la "publication d'une vidéo apparemment tournée avec une caméra cachée qui montre trois personnes ayant des rapports sexuels - deux hommes et une femme" et le Premier ministre a annoncé que le Bureau du procureur et le Ministère de la prison ont découvert une "archive secrète de vidéos de prison", dont plusieurs ont apparemment été diffusées à la télévision géorgienne en septembre 2012 et montraient de la "violence physique et sexuelle envers des prisonniers." <http://www.eurasianet.org/node/67009>; <http://dfwatch.net/georgia-to-destroy-its-dirty-archive-of-personal-secrets-49062>; <http://dfwatch.net/secret-archive-of-abuse-videos-discovered-88114>

Guatemala. *Al Jazeera* a diffusé un reportage sur l'utilisation des archives de la police pour localiser les disparus de la période de la guerre civile. <http://www.youtube.com/watch?v=ko4SBLdTMs8>

En mai, les nouvelles du Guatemala ont été dominées par le procès de l'ancien dictateur militaire Efraín Ríos Montt, en premier sa condamnation pour génocide, puis le renversement du verdict par la Cour constitutionnelle et enfin l'impasse pour arriver à un plan pour un nouveau procès. Pour une couverture complète, voir <http://www.riosmontt-trial.org/>. Le *Huffington Post* a publié une entrevue avec Pamela Yates, dont l'entrevue de 1982, filmée avec Ríos Montt, a été montrée au tribunal: "Après que l'accusation avait présenté près de 150 témoins oculaires survivants, des témoignages d'experts et des documents militaires, pour justifier leur cause, elle a projeté l'entrevue avec le général Ríos Montt que j'ai faite avec lui en 1982, dans laquelle il revendique la responsabilité de commandement sur les forces armées. Cela était essentiel pour prouver la culpabilité de génocide, parce que la défense de Ríos Montt était basée sur le fait qu'il ne savait pas ce qui se passait, ce que ses officiers faisaient sur le terrain. En fait, ils suivaient ses ordres". http://www.huffingtonpost.com/vanessa-erazo/guatemalan-dictator-genocide-trial_b_3316188.html

Inde. « Les bureaux du département des mises à l'enquête pour de nouvelles constructions » dans la « banlieue chic » de Mumbai ont "perdu" les dossiers relatifs à 314 projets immobiliers à divers stades d'achèvement, selon *The Hindustan Times*. Une ONG a accusé "le personnel de niveau inférieur" de faire "disparaître" les documents pour cacher les illégalités des constructeurs, alors que le gouvernement a dit qu'il avait "entamé une procédure de dépôt de plainte à la police sur les archives manquantes". *The Times* a cité la loi du Maharashtra Public Records Act dans son article sur les documents manquants. Alors que la presse y voit une question de corruption, c'est aussi un grave problème de sécurité publique pour les habitants de ces structures. <http://www.hindustantimes.com/India-news/Mumbai/314-files-on-bldgs-go-missing-from-civic-body-records/Article1-1065125.aspx>

Irak. Le 23 avril, les soldats irakiens, la police et les forces SWAT ont tiré sur une foule d'environ 1000 manifestants anti-gouvernementaux à Hawija "laissant au moins 163 manifestants morts et blessés" et "des centaines d'autres soit arrêtés ou disparus", a rapporté *Al-Monitor Irak Pulse*. Le Parlement et le gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki ont ouvert une enquête. La commission parlementaire a interrogé 14 témoins ainsi que des membres du parlement et des représentants du gouvernement local et fédéral et ont obtenu des photographies et "vidéos prises par

des soldats irakiens tournant sur la place des protestations après les attaques". Le dossier d'enquête parlementaire a été envoyé au parquet général irakien qui a établi une commission d'enquête sur les événements ; le comité ministériel n'a encore rien signalé.

<http://www.hrw.org/news/2013/05/04/iraq-parliament-report-alleges-officials-ordered-raid>;
http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/05/iraq-judiciary-hawija-attacks-investigation.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=7261

Irlande. L'Irlande était neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, mais environ 5'000 hommes ont déserté les forces armées de l'Irlande pour se battre au côté la Grande-Bretagne pendant la guerre. Les déserteurs ont été mis à l'index par le gouvernement irlandais et ont été victimes de discrimination à l'emploi et de la perte des droits à pension. Actuellement, le parlement irlandais a adopté une loi accordant l'amnistie et le pardon à ces hommes.

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-2320615/Irish-soldiers-branded-deserters-leaving-neutral-army-fight-Allies-WWII-finally-pardoned.html>

Kenya. La Commission de Vérité, Justice et Réconciliation a publié son rapport de 4 volumes. Elle a constaté que tant l'administration coloniale britannique que les administrations présidentielles, de l'indépendance à 2008, étaient responsables de "nombreuses violations flagrantes des droits de l'homme" et que "les griefs historiques sur les terres constituent le facteur le plus important des conflits et des tensions ethniques au Kenya". Elle a recommandé "la création d'un fonds de réparation qui doit être utilisé pour indemniser les victimes des violations flagrantes des droits de l'homme et des injustices historiques". Dans le chapitre 3 du volume 1, la Commission a fourni des détails sur sa gestion des documents et ses pratiques sur les bases de données électroniques. Pour un article sur le rapport, voir <http://news.yahoo.com/kenyas-truth-report-killings-land-grabs-graft-103211123.html>; pour le rapport,

http://www.tjrkenya.org/index.php?option=com_content&view=article&id=573&Itemid=238

La police du Kenya abuse des réfugiés, selon un nouveau rapport de *Human Rights Watch*, basé sur des entretiens avec 101 réfugiés, demandeurs d'asile et les Kenyans d'ethnie somalienne. HRW a également « documenté près de 1'000 cas dans lesquels la police a détenu des réfugiés arbitrairement et des demandeurs d'asile dans leurs maisons, dans la rue, dans des véhicules de police et des postes de police". C'est un supplément douloureux dans le rapport TJRC.

<http://www.hrw.org/news/2013/05/29/kenya-police-abuse-nairobi-s-refugees>; rapport sur <http://www.hrw.org/node/115736>

Kosovo. *BIRN* a interrogé le procureur qui a jugé les personnes impliquées dans un réseau de trafic d'organes (pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2013-02, 2013-04). Il a dit que la recherche à la clinique où les transplantations illégales de reins ont eu lieu a permis de trouver "des documents, des dossiers médicaux, des rapports d'anesthésie et des dossiers chirurgicaux dont nous avons désespérément besoin pour le jugement", mais "un certain nombre de documents manquaient à la clinique: les principaux documents de protocole chirurgical et des dossiers avaient disparu. "

http://www.balkaninsight.com/en/article/prosecutors-renew-hunt-for-kosovo-organ-traffickers?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=7b9ed24d7a-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-7b9ed24d7a-311109073

Lettonie. Une nouvelle loi sur la citoyenneté permet aux "nationaux résidant à l'étranger, citoyens de Lettonie qui ont été déportés ou ont quitté la Lettonie suite à l'occupation de l'Union soviétique ou de l'Allemagne nazie, ou ceux qui ont été déportés et qui, jusqu'au 4 mai 1990, n'étaient pas rentrés en Lettonie de manière permanente" de demander la citoyenneté. Les documents qui seront nécessaires pour les candidats ne sont pas clairement définis dans l'article.

<http://www.baltictimes.com/news/articles/32904/>

Libye. *The Guardian* a publié sur *YouTube.com* la vidéo d'une interview avec un chercheur de Human Rights Watch sur les documents et les films que HRW a obtenus à Benghazi après le soulèvement en Libye. <http://www.youtube.com/watch?v=sscfVilthak>

Macédoine. Le Comité Helsinki pour les droits de l'homme de Macédoine a lancé un portail pour permettre aux citoyens de signaler les crimes de haine. Depuis son ouverture en mars, le Comité indique qu'il "a enregistré des dizaines de crimes de haine et a demandé des informations et la coopération de l'ensemble des 32 tribunaux et 22 bureaux du ministère public ayant des compétences dans le domaine." <http://www.metamorphosis.org.mk/en/news/macedonia/2423-helsinshkiot-komitet-pretstavi-portal-za-prijavuvanje-zlostorstva-od-omraza>

Myanmar. La commission mise en place pour enquêter sur les violences entre les bouddhistes et les Rohingyas musulmans dans l'ouest du Myanmar en 2012 a publié son rapport, qui a été fortement critiqué par les groupes de défense des droits de l'homme car il met "un accent excessif sur le renforcement de la sécurité, tout en ignorant presque complètement les questions de discrimination et de responsabilité", a rapporté *l'Inter Press Service*. L'article d'IPS contient des liens vers des traductions officielles en anglais des recommandations et du résumé du rapport, qui ne donnent aucune idée des preuves utilisées par la Commission pour rédiger le rapport.

<http://www.ipsnews.net/2013/05/myanmar-report-on-anti-rohingya-violence-skewed-toward-security/>

Un rapport conjoint du Karen Human Rights Group et de Human Rights Watch affirme que les condamnés qui sont contraints de servir de porteurs pour l'armée sont maltraités et en appelle à une commission dirigée par les Nations Unies pour enquêter sur les violations du droit international humanitaire et des droits humains au Myanmar. Fondant leurs déclarations sur 58 entretiens avec des porteurs qui se sont échappés, le rapport des deux groupes détaille des exécutions sommaires, de la torture et l'utilisation de prisonniers comme boucliers humains.

<http://www.hrw.org/news/2011/07/12/burma-war-crimes-against-convict-porters>

Nouvelle-Zélande. Le bateau de pêche "Easy Rider" a chaviré et coulé en mars 2012, tuant huit des neuf personnes à bord. La Commission d'enquête sur les accidents des transports a publié son rapport, dans lequel elle a constaté que les documents de sécurité et de stabilité étaient absents, tant dans les mains du gouvernement que dans les mains des propriétaires du bateau. La Commission a recommandé "que le directeur de Maritime New Zealand adopte une stratégie liée à la loi *Public Records Act 2005* qui garantit que les archives des navires importants soient maintenues jusqu'à ce que les navires soient sortis de manière définitive du système maritime de Nouvelle-Zélande et qu'elles soient conservées un certain nombre d'années après cela." Voir l'article

<http://www.stuff.co.nz/southland-times/news/8626731/Crucial-data-on-Easy-Rider-lost-report;>

et le rapport :

<http://www.taic.org.nz/LinkClick.aspx?fileticket=A4ea0GXP0FI%3d&tabid=263&language=en-US>
Russie. Une vidéo réalisée dans un orphelinat de Pionerski, une ville dans la région extrême-orientale de l'Amour, montre "une adolescente qui fouette les garçons âgés entre sept et neuf ans avec une ceinture", a rapporté *RIA Novosti*. Une autre jeune fille a enregistré la vidéo sur son téléphone et l'a affichée sur un site de réseautage social. L'ombudsman des enfants de Russie a déclaré que son enquête a révélé six clips vidéo différents montrant de la violence envers les enfants de l'établissement. Une inspection de tous les orphelinats de la région est en cours.
<http://en.rian.ru/russia/20130518/181211216.html>

Sénégal. Les archives du ministère de la Justice ont été « consumées » par le feu, a rapporté *leral.net*. Aucune information n'a été donnée sur le type de documents détruits.
http://www.leral.net/Incendie-au-ministere-de-la-Justice-La-salle-des-archives-consumee-par-les-flammes_a82706.html

Afrique du Sud. *Independent Online* a rapporté que des centaines de dossiers judiciaires dans la région de Western Cape sont perdus ou détruits "et, dans certains cas, cela peut conduire à ce que des criminels condamnés soient libérés en appel." <http://www.iol.co.za/news/crime-courts/missing-court-records-bedevil-cases-on-appeal-1.1513336>

Espagne. Le nouveau processus de naturalisation des Juifs séfarades doit encore entrer en vigueur, même si les changements ont été annoncés en novembre (pour le contexte, voir les nouvelles HRWG 2012-12). *L'International Herald Tribune* a rapporté que, dans l'intervalle, la Fédération des communautés juives d'Espagne est en train de créer une banque de données avec les 1'000 demandes de certification qu'elle a reçues. Selon la nouvelle loi, la Fédération doit certifier les origines sépharades des candidats. <http://www.pressdisplay.com/pressdisplay/viewer.aspx>

Syrie. Human Rights Watch a appelé à la protection des éléments de preuve dans le contrôle *de facto* de groupes d'opposition armée locaux. Les chercheurs de HRW qui ont visité la Syrie à fin avril ont rapporté que « les départements de sécurité gouvernementaux dans la ville de Raqqa détiennent des documents et des preuves matérielles potentielles indiquant que des détenus ont été arrêtés et torturés arbitrairement alors que la ville était sous le contrôle du gouvernement ». HRW a mis en garde que les « documents et matériel dans ces installations pourraient disparaître ou être détruits s'il ne sont pas correctement sécurisés » et a recommandé que « les autorités créent un dépôt central dans un endroit sûr et non divulgué pour recevoir et stocker ces preuves potentielles jusqu'à ce que les enquêtes pénales appropriées puissent être entreprises". Il a également suggéré que "si possible, des copies des documents pertinents devraient être faites et stockées dans un emplacement séparé au cas où les originaux seraient détruits ou perdus". <http://www.hrw.org/news/2013/05/16/syria-visit-reveals-torture-chambers>

Timor-Leste. L'International Crisis Group a publié un rapport intitulé « Timor-Leste: stabilité à quel prix? ». Dans la section sur les enquêtes policières, ICG note que « l'archivage et la conservation des preuves restent problématiques », et dans la section sur les lois foncières (encore un exemple de la centralité de la question des terres dans le monde), il craint que si un ensemble de trois propositions de lois sur le foncier, l'expropriation et l'indemnisation passe, "l'établissement de registres fonciers complets imposera un lourd fardeau» au personnel de la Direction gouvernementale de la terre et de

la propriété. <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-east-asia/timor-leste/246-timor-leste-stability-at-what-cost.pdf>

Royaume-Uni. L'auteur d'un nouveau rapport du gouvernement sur l'information des patients en matière de santé et de soins sociaux soutient que « les gens sont devenus trop préoccupés par la protection de la confidentialité » et que si, pour des raisons de confidentialité, les données ne sont pas partagées « il y a un risque pour les patients si les cliniciens fondent leurs décisions sur l'insuffisance des données ». <http://www.guardian.co.uk/healthcare-network/2013/may/02/fiona-caldicott-review-patient-data>

Irlande du Nord. Les familles de deux personnes tuées pendant les "Troubles" ont fait une demande d'accès à l'information pour obtenir les dossiers d'enquête sur les décès. Initialement refusée par le Public Records Office de l'Irlande du Nord, le ministre de la Culture a annulé la décision et a communiqué les archives. <http://www.bbc.co.uk/news/uk-northern-ireland-22648044>

États-Unis. Dans une affaire qui a occasionné des milliers d'articles de presse, le ministère de la Justice a saisi le téléphone et les documents de messagerie personnels de James Rosen, un journaliste de *Fox News*, et peut-être d'autres journalistes. Le contexte est l'accusation portée contre Stephen Jin-Woo Kim, un entrepreneur du Département d'Etat, pour avoir probablement donné à Rosen des informations classifiées au sujet d'un essai nucléaire prévu par la Corée du Nord. Pour un échantillon de la couverture de l'affaire, voir un article de *Fox News* et le blog du magazine en ligne *New Yorker*. <http://www.foxnews.com/politics/2013/05/24/holder-probing-holder-obama-orders-doj-review-over-search-warrant-ag-likely/>
<http://www.newyorker.com/online/blogs/newsdesk/2013/05/how-justice-fought-to-keep-rosens-warrant-secret.html>; <http://www.newyorker.com/online/blogs/newsdesk/2013/05/the-justice-department-and-fox-newss-phone-records.html>;
<http://www.newyorker.com/online/blogs/newsdesk/2013/05/the-doj-versus-journalist-gmail.html>

Les membres du Congrès continuent d'exiger des informations du ministère de la Défense sur les documents d'exploitation perdus concernant les guerres en Afghanistan et en Irak. *ProPublica*, dont l'enquête l'an dernier a exposé le « déficit des documents » (voir les Nouvelles HRWG 2012-11), a noté que la perte des documents rend « difficile, pour certains anciens combattants, d'obtenir des compensations et pour les historiens de raconter ce qui s'est réellement passé ». <http://www.propublica.org/article/congressmen-to-hagel-where-are-the-missing-war-records>

La suite des problèmes de la gestion de dossiers dans les bureaux de la Veterans Administration créent également des difficultés pour les anciens combattants. Selon le journal militaire *Stars and Stripes*, "plus de 800'000 anciens combattants attendent maintenant leurs prestations, et près d'un quart de million a attendu plus d'un an". Il cite une enquête qui a révélé que "97 pour cent de toutes les demandes des anciens combattants restent sur le papier", mais a noté que si la numérisation du processus de réclamation est un « objectif louable », il ne suffira pas à résorber l'arriéré. Un rapport de l'US Office of Special Counsel a déclaré que: "des milliers de dossiers de patients dans les hôpitaux VA à Buffalo et Batavia [New York] ont probablement été égarés ou endommagés", a rapporté le *Buffalo News*.

<http://www.stripes.com/electronic-records-won-t-clear-va-backlog-1.221912;>
<http://www.buffalonews.com/apps/pbcs.dll/article?AID=/20130522/CITYANDREGION/130529762/1003>

New York. Un audit du ministère des Services sociaux du comté d'Erie a trouvé des documents confidentiels placés dans des « boîtes et des sacs ouverts » dans le sous-sol et sur le quai de chargement extérieur, incluant des « passeports, certificats de naissance, fiches de paie, dossiers médicaux, dossiers de prison, bulletins de salaire." Le comté affirme que les dossiers sont maintenant dans un dépôt fermé à clé. <http://www.wivb.com/dpp/news/local/comptroller-records-left-in-open-boxes>

Ohio. Le shérif du comté d'Athènes a envoyé certains de ses dossiers ainsi que 1'800 dossiers du procureur du comté à la décharge locale, a rapporté *The Athens News*. Il a cité le procureur du comté qui disait que ses dossiers contenaient "certains documents produits par son bureau qui ne peuvent être dans d'autres dossiers relatifs aux affaires pénales" et qu'il craint que la perte "puisse interférer avec la résolution des problèmes qui pourrait arriver dans l'avenir avec les jugements, par exemple un criminel cherchant une libération judiciaire ou accusé d'une violation des conditions de probation". <http://www.athensnews.com/ohio/article-39888-investigators-dig-fo.html>

Tennessee. Un tribunal a ordonné au Tennessee Department of Children's Services de communiquer aux médias l'information de 42 dossiers sur les décès d'enfants ou de quasi-décès examinés par le Ministère. Après examen des dossiers, le *Tennessean* a écrit dans son éditorial que, « Un dénominateur commun est l'incapacité de tenir des documents à jour et, tandis que dans la gestion des affaires courantes des entreprises ou des bureaux du gouvernement, cette défaillance entraîne principalement du gaspillage et de l'inefficacité, dans les services de l'enfance, en revanche, les résultats font que la vie de quelqu'un peut être en grand danger, et que la capacité d'amener l'auteur du crime en justice est irrémédiablement endommagée ». http://www.tennessean.com/article/20130516/OPINION01/305160017/Lax-recordkeeping-can-deadly-issue?nclick_check=1

Uruguay. Le général Miguel Dalmao a été "condamné pour violations des droits de l'homme et condamné à 28 ans de prison pour la mort d'un professeur communiste", a rapporté *The Guardian*. Bien que le général ait affirmé que le professeur s'était suicidé, le juge a rejeté l'argument, citant des « autopsies physiques et psychologiques qui montraient des signes de torture ». C'est la première condamnation d'un général en activité pour des violations des droits de l'homme en Uruguay. <http://www.guardian.co.uk/world/2013/may/09/uruguay-general-convicted-activists-murder>

Partagez l'information avec nous ! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org
Pour vous abonner au bulletin, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cet URL: http://www.unesco.org/archives/hrnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin se trouvent en ligne sur
<http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et
<http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(traduction française : Cristina Bianchi)